

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 24/10/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP OUEST

10 rue Jupiter
ZAC Antarès
44470 Carquefou

Référence : SRNT-2025-0680-RAPPORT
Code AIOT : 0006301247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement SARP OUEST implanté 10 rue Jupiter ZAC Antarès 44470 Carquefou. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a porté sur certaines obligations introduites par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 en matière de prévention des risques incendie, sur la traçabilité des déchets ainsi que sur les suites de la visite d'inspection du 19/06/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OUEST
- 10 rue Jupiter ZAC Antarès 44470 Carquefou

- Code AIOT : 0006301247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OUEST exploite, sur le territoire de la commune de Carquefou, une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux.

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 22 août 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des eaux pluviales du site	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 4.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Rétention des zones de chargement et de déchargement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 1.2.5 et 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Prévention des risques incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prévention des risques incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
9	Prévention des risques incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, articles R.541-43 II et R.541-43-1 II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a fait des constats nécessitant la transmission de justificatifs et/ou des actions correctives. Les éléments attendus sont détaillés dans chacun des points de contrôle ci-après.

En particulier, la surveillance réalisée sur les rejets d'eaux pluviales et les eaux souterraines est à compléter afin de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 août 2023. L'exploitant doit également respecter les nouvelles obligations réglementaires en matière de prévention des risques incendie introduites par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des eaux pluviales du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux de ruissellement, qui peuvent comprendre quelques eaux de lavage des extérieurs des véhicules sous réserve qu'elles ne contiennent pas d'agent lessiviel, respectent les valeurs limites ci-après : (cf. tableau de l'AP) [...] Les paramètres PFOA, PFOS et AOX seront analysés sur une campagne d'analyse dans les 12 mois suivant la notification du présent arrêté afin de juger de la pertinence d'un suivi pérenne. [...] La qualité des rejets d'eaux pluviales est contrôlée tous les semestres pour les paramètres pH, hydrocarbures totaux, Fe + Al et DBO ₅ et tous les mois pour les paramètres MES et DCO en cas de rejet.
Constats : Constats lors de la visite 19/06/2024 : Sur l'année 2024, il est constaté des dépassements en DCO, MES et DBO ₅ . [...] L'exploitant a réalisé le nettoyage du réseau qui est désormais réalisé chaque mois en interne. Malgré ce nettoyage, des dépassements de VLE sont, de nouveau, constatés. [...] L'exploitant déclare que l'analyse télévisée du réseau d'eaux pluviales sera réalisée prochainement. L'exploitant transmettra le rapport d'inspection télévisé du réseau des eaux pluviales. Constats lors de la visite du 23/06/2025 : L'inspection télévisée du réseau d'eaux pluviales a été réalisée le 17/07/2024. Le rapport portant sur cette inspection a été remis lors de la visite (rapport SARP Centre Ouest référencé VP-1331-0724). Selon l'exploitant, pas de présence de dépôts particuliers dans ce réseau, pas de fissure/dégradation constatée, pas d'interconnexion entre les eaux pluviales et les eaux usées constatée pouvant expliquer les dépassements de VLE précités. Des infiltrations auraient été observées dans 3 regards/avaloirs du site lors de cette inspection, une réhabilitation des 3 ouvrages concernés était prévue au 1 ^{er} semestre 2025. Un nettoyage interne est réalisé tous les 2 mois en 2025. A noter que l'exploitant effectuait lui-même les prélèvements d'eaux pluviales pour analyse. Les prélèvements sont de nouveau réalisés par EGEH - agence ouest. Les analyses sont réalisées par SGS.

<p>Concernant les paramètres analysés et la fréquence de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH, la température, la conductivité, la DCO, les MES, la DBO5 et les hydrocarbures totaux sont analysés tous les mois en cas de rejet (sur 2025, absence de rejet et donc pas d'analyse en janvier et février) ; - la somme Fe+ Al n'est pas mesurée semestriellement alors que cela est imposé à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral - la campagne d'analyse portant sur les AOX dans les 12 mois suivant la notification de l'AP n'a pas été réalisée. <p>L'exploitant s'est engagé à rectifier la surveillance des eaux pluviales réalisée en 2025 pour intégrer l'ensemble des paramètres demandés.</p> <p>En termes de résultats d'analyses, malgré les résultats de l'inspection télévisée et les travaux de réhabilitation réalisés, des dépassements sur la DCO (250 mg/l en avril 2025), la DBO₅ (41 mg/l en avril 2025), les MES (37 mg/l en avril 2025, 71 mg/l en mai 2025) sont toujours constatés et le PFBA est également détecté (330 ng/l en avril 2025).</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit apporter les justificatifs concernant les travaux de réhabilitation des 3 regards/avaloirs du site sur lesquels des infiltrations ont été constatées et doit transmettre un bilan des nettoyages internes réalisés sur le site en 2025.</p> <p>L'exploitant doit ajouter les paramètres Fe+Al et AOX dans la surveillance des eaux de ruissellement réalisée sur le site dès les prochaines analyses. De plus, il apporte des éléments d'explication quant aux dépassements en MES, DCO, DBO₅ et la détection du PFBA et met en place des actions correctives afin de permettre le respect des valeurs limites imposées.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'ensemble des ouvrages du réseau de surveillance des eaux souterraines, l'exploitant réalise une mesure de la piézométrie, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois sur les paramètres suivants : (cf. tableau de l'AP)</p> <p>Constats :</p> <p>Une surveillance des eaux souterraines est réalisée sur 3 piézomètres sur le site. Cette surveillance est réalisée a minima 2 fois par an (en périodes de basses eaux et de hautes eaux) : en avril 2024, octobre 2024 et en avril 2025. Une campagne supplémentaire a été réalisée en juin 2025 sur les COHV uniquement, sans explication particulière, lors de laquelle du trichloroéthylène et du tétrachloroéthylène ont été détectés (pas de détection en avril 2025).</p> <p>Sur la liste des paramètres analysés, les éléments métalliques, le mercure et l'indice phénol ne sont pas analysés alors que cela est imposé dans l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>L'article 2.10 de l'arrêté préfectoral de 2023 impose la transmission des résultats de la surveillance des eaux souterraines à l'inspection des installations classées. Un cadre sous GIDAF va être créé.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser les raisons pour lesquelles une campagne supplémentaire a été réalisée en juin 2025 sur les COHV et apporter des explications concernant la détection du trichloroéthylène et du tétrachloroéthylène (incident ayant entraîné un déversement accidentel sur le site par exemple).</p> <p>L'exploitant doit ajouter les éléments métalliques, le mercure et l'indice phénol dans la surveillance des eaux souterraines réalisée sur le site dès les prochaines analyses. De plus, l'exploitant doit transmettre les résultats de cette surveillance des eaux souterraines via GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rétention des zones de chargement et de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 III
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des zones de chargement et de déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>III. - Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de la visite du 19/06/2024 :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des huiles usagées et eaux hydrocarburées sont étanches mais ne sont pas reliées à une rétention dimensionnée selon les règles applicables aux stockages des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols prévues à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p> <p>Constats lors de la visite du 23/06/2025 :</p> <p>L'exploitant a remis lors de la visite le devis et la facture concernant la mise en place de la rétention sur l'aire de chargement et déchargement des huiles usagées. Travaux réalisés par la société SOCABAT de Carquefou pour la société SEVIA qui est hébergée sur le site de SARP Ouest et qui exploite les 2 lignes de 3 cuves de stockage des huiles noires (compartiment de 35 m³ chacun selon l'AP). La visite du site a permis de constater la réalisation de cette rétention de 36 m³ (selon facture et l'exploitant SARP). A noter que les camions de transport des huiles usagées ont une capacité soit de 8 m³ soit de 22 m³ si semi. La rétention permet donc de récupérer la totalité du contenu d'un camion.</p> <p>Par contre, pour les eaux hydrocarburées, l'aire de déchargement/chargement est étanche mais ne dispose pas d'une rétention qui lui est propre. En cas de déversement accidentel (un camion classique de collecte de ces eaux contient environ 8 m³ d'eau selon l'exploitant), l'exploitant précise que l'isolement du site est possible avec 2 cuves enterrées de 10 m³ et 5 m³ permettant de récupérer les déchets liquides déversés mais cela nécessite de fermer des vannes présentes sur le site et ne permet donc pas d'isoler automatiquement les déchets liquides déversés accidentellement (vannes en position ouverte en fonctionnement normal).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit entreprendre les actions correctives afin de munir la zone de chargement et de déchargement des eaux hydrocarburées d'une rétention correctement dimensionnée.</p>

Des devis signés ainsi que le calendrier de réalisation des travaux correspondants sont attendus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>

Constats :

Plusieurs extractions ont été générées via la plateforme numérique Trackdéchets en préalable à l'inspection :

- une concernant l'année 2024,
- une portant sur la période allant du 01/01/2025 au 17/06/2025.

Trackdéchets est bien utilisée par l'exploitant à l'exception des huiles usagées qui sont gérées par SEVIA (BSDD générés par SEVIA non SARP Ouest, pas de bilan dans GEREPP ni dans le rapport annuel d'activité de SARP).

Les données contenues dans la déclaration annuelle GEREPP et le rapport annuel d'activité pour l'année 2024 sont identiques car le rapport annuel est établi à partir de la déclaration GEREPP. Par contre des différences de tonnages existent entre GEREPP et les données Trackdéchets pour les déchets entrants et sortants (les codes des déchets entrants et sortants sont par contre cohérents).

Selon l'exploitant, ces différences seraient liées au fait que le site ne dispose pas de pont bascule et que le tonnage réel est mesuré sur l'exutoire, le tonnage indiqué par l'exploitant dans Trackdéchets est estimé. A noter toutefois que cet argument peut éventuellement justifier les écarts sur les déchets sortants mais pas sur les déchets entrants.

Pour exemple :

- 165,8 tonnes de déchets sortants 13 05 01* sont déclarés dans Trackdéchets pour 204 tonnes dans GEREPP,
- 48,92 tonnes de déchets sortants 13 05 02* sont déclarées dans Trackdéchets pour 116,6 tonnes dans GEREPP,
- 670,523 tonnes de déchets entrants 13 05 08* sont déclarées dans Trackdéchets pour 667,533 tonnes dans GEREPP,
- 105,6 tonnes de déchets entrants 16 07 08* sont déclarées dans Trackdéchets pour 115,6 tonnes dans GEREPP,

Une erreur sur la filière de traitement utilisée est constatée dans GEREPP : indication pour les déchets 13 05 02* de leur envoi dans une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de SARP Sud-Ouest à St Jean d'Angely (17) alors qu'ils auraient été évacués vers l'ISDND de GEVAL à Grand'Landes (85).

A noter, comme indiqué ci-dessus, que les huiles usagées transitant par le site et gérées par SEVIA ne sont pas intégrées dans la déclaration GEREPP de l'exploitant (gestion de ces déchets par SEVIA).

Des déchets apparaissent dans Trackdéchets comme étant « transportés ». Il s'agit de déchets qui sont collectés chez les clients et envoyés directement vers leur filière de traitement sans transit par le site de Carquefou.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier les écarts de tonnages portant sur les déchets entrants et sortants entre la déclaration GEREPP et les données Trackdéchets.

Il doit de plus veiller à la cohérence des données contenues dans Trackdéchets et celles déclarées sur GEREPP (et par conséquent le rapport annuel d'activité).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, articles R.541-43 II et R.541-43-1 II
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R.541-43 II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, les registres des déchets entrants et sortants du site ont pu être extraits via l'accès à la plateforme Trackdéchets disponible pour l'inspection des installations classées. Ces extractions intègrent uniquement les déchets dangereux (les déchets non dangereux n'étant pas soumis à cette déclaration dans le registre national).</p> <p>Lors de la visite il a pu être constaté que pour les déchets non dangereux, l'exploitant dispose d'un registre chronologique élaboré à partir d'un logiciel interne (JASON). Les quantités sont basées sur une estimation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 1.2.5 et 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Provenance géographique et déchets admis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.2.5 : Provenance géographique</p> <p>Les déchets collectés proviennent du département de la Loire-Atlantique et des départements limitrophes.</p> <p>Article 5.2.1 : Déchets admis</p> <p>Les déchets autorisés sont principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des eaux et boues hydrocarburées provenant de séparateurs eaux/hydrocarbures, de cuves... ; - des huiles usagées ; - des déchets non dangereux issus de l'assainissement et de travaux d'entretien de réseaux d'eaux pluviales ou d'ouvrages d'assainissement générant des fractions solides constituées de boues et de

sables ;
- des déchets de graisses alimentaires.

Les déchets admis sur la plateforme sont en phase liquide à l'exception des sables et des boues collectés lors des opérations de curage des réseaux. Aucun autre déchet solide ou gazeux n'est accepté.

D'autres déchets de même typologie et répondant aux conditions préalables évoquées peuvent être acceptés après s'être conformés à la procédure complète d'admission définie ci-après.

Tout autre déchet est interdit, en particulier les déchets à caractères inflammables, explosifs, radioactifs, instables, dégageant des émanations toxiques ou inflammables... .

Constats :

Origine géographique des déchets :

A partir des extractions générées via Trackdéchets (cf. point de constat précédent), des déchets ne provenant pas de départements limitrophes ont été acceptés sur le site :

- en 2024 : admission de déchets venant du département 91 (Essonne) pour 7 tonnes, et 5 tonnes proviendraient d'autres origines
- en 2025 : admission de déchets venant du département 13 (Bouches du Rhône) pour 2 tonnes, et du 75 (Paris) pour 1 tonne.

Pour les déchets venant de Paris sur Trackdéchets, l'exploitant a fourni le BSDD sur lequel il est bien indiqué que le point de collecte/chantier est situé à Derval dans le département 44. Les autres bordereaux n'ont pas été étudiés mais l'exploitant a indiqué que les déchets admis sur le site ne proviennent jamais d'un département non limitrophe et que cela serait lié au fait que les clients/producteurs des déchets indiquent leur siège social (adresse de facturation) et non l'adresse du chantier au point 1.1 du bordereau.

Déchets admis :

Dans ces extractions, il apparaît que des déchets classés 16 10 01* (déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses) ont été acceptés sur le site alors qu'ils ne font pas a priori partie des déchets admissibles de l'article 5.2.1 de l'AP (30,6 t en 2024, 0,8 t en 2025) idem pour des déchets 12 01 09* (émulsions et solutions d'usinage sans halogène) en 2024 pour 31 t.

L'exploitant n'a pas pu apporter d'explication. Le producteur concernant ces déchets est NOV BLM ou MITIS. Un CAP datant de 2020 (CAP n°SOC 275623) a été retrouvé pour MITIS mais pas de CAP de 2024 et un CAP SOC 259009 existe pour des huiles solubles venant de NOV BLM.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit apporter les éléments nécessaires justifiant l'acceptation sur site de déchets classés 16 10 01* et 12 01 09* qui ne sont ni des eaux et boues hydrocarburées, ni des déchets non dangereux issus de l'assainissement et de travaux d'entretien de réseaux d'eaux pluviales ou d'ouvrages d'assainissement générant des fractions solides constituées de boues et de sables, ni des déchets de graisses alimentaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Prévention des risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. [...] Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.
Constats : Une version 1 du 11 juin 2025 du plan de défense incendie (PDI) du site est remise lors de la visite. Il s'agit d'une ébauche de PDI reprenant une trame définie au niveau national mais il convient de compléter ce plan en l'adaptant au site de Carquefou. Concernant le risque incendie, une astreinte est mise en place pour les encadrants (8 encadrants dans le 44) couplée à une astreinte groupe au niveau national. En matière de formation, ces encadrants ont des formations sur l'utilisation (fermeture) des vannes présentes sur le site pour permettre notamment l'isolement des eaux d'extinction si nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit finaliser son plan de défense incendie et le transmettre aux services d'incendie et de secours. De plus, ce plan de défense incendie complété doit être mis à disposition à l'entrée du site avec les fiches réflexes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention des risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier si un exercice incendie a été fait ou est planifié en l'absence du responsable du site. L'exploitant a été uniquement en mesure d'indiquer qu'un exercice d'évacuation a été réalisé le 2 septembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit organiser un exercice incendie, si celui-ci n'a pas encore été fait.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Prévention des risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L.541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> <p>Arrêté préfectoral du 22/08/2023 - Article 5.2.8 État des stocks</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité de déchets détenus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un état complet des déchets stockés sur le site.</p> <p>En effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cuves de stockage sont équipées de sondes connectées permettant de connaître leur volume de remplissage mais l'aire de dépotage des boues par exemple n'est pas équipée de sonde. Une estimation est faite basée sur les entrées sur le site (tonnage estimé) notamment pour les alvéoles de curage de déchets hydrocarburés. A noter que lors de la visite il manquait des contenants dans l'estimation donnée par l'exploitant (19,6 t de liquides seulement) ; - l'exploitant n'a pas connaissance des quantités d'huiles usagées stockées par SEVIA sur son site.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un suivi de la nature et des quantités de déchets stockés sur le site y compris des huiles usagées présentes dans les cuves gérées par SEVIA. Cet état des déchets stockés doit être mis à jour et accessible à tout moment y compris en cas d'incendie empêchant l'accès aux bureaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois